CONSEIL MUNICIPAL du 20 JANVIER 2025 à 20 h 00
PROCES-VERBAL

Etaient présents : M. PALLEGOIX Thierry, M. CHAGNARD Paul, Mme CHARVET-D'ALBERTO Sandrine, Mme CANNARD Sophie, Mme CLERMIDY Christiane, M. SOLEILHAC Stéphane, Mme DUPRÉ Amandine, M. CLERC Jérôme.

Etaient excusés : M. GRANGE Mickaël, M. LALE-DEMOZ Marcel

Etaient absents : M. RAVISSE Philippe

Nombre de membres en exercice : 11

Nombre de membres ayant pris part à la délibération : 8

Ordre du jour :

1. Désignation du secrétaire de séance,
2. Procès-verbaux des séances du 26/11/2024 & du 17/12/2024,
3. GBA : finalisation de la convention prestation assainissement,
4. Délibération « maîtrise d'œuvre cheminement doux »
5. Mobilisation sur l'action « le verger des communes »,
6. Dossier « habitation La Croisée »,
7. Problème chemin rural,
8. Voyage conseil municipal,
9. Informations et questions diverses.

1. **SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Mme DUPRÉ Amandine

2. **PROCES-VERBAL DU 17/12/2024** : il est adopté à l'unanimité.

3. **GBA : MODIFICATION CONVENTION PRESTATION ASSAINISSEMENT**

Dans le cadre du renouvellement de la convention de prestations communales 2025-2027 en matière d'eau et d'assainissement conclue entre Grand Bourg Agglomération et la commune, quelques ajustements ont été validés par le groupe de travail, notamment la revalorisation du forfait annuel porté à 36 500 € (au lieu de 35 000 €) et sur l'entretien des équipements.

☒ Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité,

- **APPROUVE** le principe de passation et les termes de la convention de prestation de services (et son annexe) entre la commune de Courtes et la Communauté d'Agglomération du bassin de Bourg-en-Bresse jointe à la présente délibération.

- **AUTORISE** le Maire à signer ladite convention tels que présentée en annexe de la présente délibération et à signer tous les actes afférents, en ce compris les avenants à intervenir, ainsi qu'à effectuer toutes les démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

4. **DÉLIBÉRATION « MAITRISE D'ŒUVRE CHEMINEMENT DOUX »**

Le choix du cabinet INFRATECH avait été privilégié lors de la précédente réunion mais des précisions sur la phase « avant-projet » étaient nécessaires avant de délibérer. M. Lacroix a transmis une nouvelle offre, dont M. le Maire donne lecture.

☒ Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité,

- **ACCEPTE** la proposition chiffrée à 9 800.00 € HT (soit 11 760.00 € TTC) pour la mission « maîtrise d'œuvre » par INFRATECH pour le projet cheminement doux.

5. MOBILISATION « LE VERGER DES COMMUNES »

Des formations à la plantation sont prévues le 25 janvier et le 19 février, et les arbres seront disponibles mi-février. M. Marcel LALE-DEMOZ, absent à la réunion de ce soir, souhaitait y participer. M. le Maire sollicite d'autres élus pour l'accompagner, car il est déjà invité par les sapeurs-pompiers pour la cérémonie et le banquet de la Ste Barbe, qui aura lieu à Courtes le 25 janvier 2025, à moins qu'un élu souhaite représenter la commune à sa place à la Ste Barbe. M. CHAGNARD indique qu'il est déjà bien pris cette semaine et qu'il ne souhaite pas s'investir dans cette opération, ni se rendre à la Ste Barbe. Les autres élus ne se manifestant pas, le maire indique qu'il se rendra à la formation pour la plantation des arbres à DRUILLAT, samedi 25 janvier à 13h00.

6. DOSSIER « HABITATION LA CROISEE »

M. le Maire donne lecture du courrier du tribunal judiciaire de Bourg en Bresse, pour les faits : « habitat insalubre ou indigne » qui mentionne pour extrait :

« Vu l'article 41-1 3° du code de procédure pénale :

Je vous informe qu'après examen de cette procédure, les poursuites pénales ne seront pas engagées au motif que :

A la demande du procureur de la République, l'auteur des faits s'est depuis mis en conformité avec la loi. Cette réponse apparaît plus adaptée que des poursuites pénales. »

Tous les élus font part de leur étonnement et de leur incompréhension au vu de cette réponse.

M. le Maire a pris contact avec un cabinet d'avocats, à qui nous devront transmettre le dossier complet. Après étude, il pourra émettre un avis. En fonction de cette réponse et des honoraires demandés, le conseil pourra donner suite à une procédure pénale ou civile ou non.

7. PROBLEME CHEMIN RURAL

M. le Maire expose aux élus qu'en 1990, un échange de terrain, chemin rural, avait été consenti entre la commune de Courtes et M. Thévenard. Après recherches, il s'avère que le document d'arpentage a bien été rédigé par le cabinet de géomètres Petit-Maire, mais pas transmis au service d'enregistrement du cadastre. Aussi, à ce jour, il y a discordance entre le cadastre et le découpage parcellaire sur le terrain.

➤ Me Bonneau, notaire, a été consulté afin de connaître la procédure de rectification, mais n'a pas répondu à ce jour.

8. VOYAGE CONSEIL MUNICIPAL

M. le Maire a transmis à chaque élu les propositions de l'autocariste GIRARDOT. Deux destinations correspondent à la demande, à savoir les Vosges ou l'Auvergne.

➤ La destination « Auvergne » est privilégiée (5/pour). M. le Maire va demander les dates possibles afin de pouvoir programmer ce week end.

9. INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES

• Régime indemnitaire. M. le Maire rappelle l'ouverture du grade « rédacteur territorial » suite à la nomination de la secrétaire de mairie sur le cadre d'emploi « secrétaire générale de mairie ». De fait, il convient de délibérer sur le régime indemnitaire RIFSEEP (IFSE & CIA). M. le Maire explicite la revalorisation possible de cette prime (montant plafond) et le montant proposé pour les agents de la collectivité.

➤ Le conseil municipal, après avoir délibéré à l'unanimité,

- **VALIDE** le montant maximal égal à 6 600.00 € pour l'IFSE et 600.00 € pour le CIA, qui sera attribué annuellement à chaque agent, au prorata du temps de travail, à compter du 01/02/2025.

• Tracé piéton/ vélo entre Courtes et Vernoux. Mme GEORGET et M. ROZE de GBA ont rendez-vous vendredi 24/01/2025 à 8 h 30 en mairie pour discuter de ce projet.

- Gentilé des habitants de Courtes. M. le Maire expose qu'il est judicieux de prendre une délibération afin d'acter le nom donné aux habitants de Courtes lors de la cérémonie des vœux, à savoir « COURTOIS & COURTOISES ».
- Un logement Semcoda se libère début février et M. le Maire est invité à donner un avis sur les différents dossiers qui seront présentés en commission ➤ Les élus prennent connaissance des dossiers déposés par les demandeurs.
- AG du comité des fêtes. M. Stéphane SOLEIHAC fait le compte-rendu. Toutes les manifestations ont permis de dégager un bénéfice, mais l'année 2024 est déficitaire en raison de l'achat de friteuses / des tee-shirt et du repas au restaurant de l'association pour fêter ses 10 ans.
- La famille WEYSSET de St Trivier de Courtes a fait part à la commune de son intention de vendre la parcelle C288, en indivision, d'une superficie de 1 187 m2, située aux Ayes sur Courtes. ➤ M. le Maire doit prendre contact avec eux.
- Le planning des réunions sur l'année 2025 est transmis à chacun.

La secrétaire de séance,
A. DUPRÉ

Le Maire,
T. PALLEGOIX